

# DEUXIÈME SEMESTRE 2022 :

L'ACTIVITÉ RÉSISTE DANS UN ENVIRONNEMENT INCERTAIN

#137 | Juin 2023

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

## Chiffres-clés du pays de Brest à la fin 2022 (évolution en un an)



**28 %** des chefs d'entreprises déclarent une hausse de chiffre d'affaires au 2<sup>e</sup> semestre 2022 (-8 points par rapport au semestre précédent)

(Source : CCIMBO Brest, Adeupa)

**140** liquidations judiciaires prononcées en 2022

Un chiffre multiplié par deux en un an



**1 326** salariés privés supplémentaires  
+1,4 % en un an  
(+1,2 % en Bretagne)

↑ En hausse significative : activités spécialisées et techniques, services, industrie

↓ En baisse : hôtellerie-restauration, administration-santé-social

(Source : Urssaf)



**26 234** déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 2<sup>e</sup> semestre 2022  
+265 contrats par rapport au 2<sup>e</sup> semestre 2021

**6,0 %** de taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest  
-0,2 point en un an  
5,8 % en Bretagne

(Source : Insee)

**30 109** demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C au 4<sup>e</sup> trimestre 2022  
-4,1 % en un an  
(-3,9 % en Bretagne)

(Source : Dcrets Bretagne)



**209 795 m<sup>2</sup>** autorisés en immobilier d'entreprise en 2022  
+55 % en un an

(Source : SDES Sitadel 2)

**2 491** logements autorisés en 2022  
-16 % en un an

(Source : SDES Sitadel 2)



### FOCUS SUR LES ACTIFS ÂGÉS DE 55 À 64 ANS

En 2019, 53 600 habitants du pays de Brest ont entre 55 et 64 ans, dont plus de la moitié sont des actifs en emploi ou au chômage. Sur une décennie, leur nombre a fortement augmenté en raison du vieillissement de la population et de la hausse du taux d'activité dans cette tranche d'âge.

Un volume en progression dans la décennie :  
**+61 % d'actifs âgés de 55 à 64 ans** entre 2008 et 2019

Une représentation plus importante dans la population active :  
**14,5 % d'actifs âgés de 55 à 64 ans** dans la population active en 2019 contre 9,4 % en 2008

Un taux d'emploi des 55-64 ans dans le pays de Brest en progression...  
**46,4 % des 55-64 ans sont en emploi** en 2019 contre 34 % en 2008

... mais un taux qui se situe toujours sous la moyenne régionale et française :  
47,1 % en Bretagne et 50,6 % en France

(Source : Insee, RP)

L'économie du pays de Brest montre plusieurs signes de résistance dans la deuxième partie de l'année 2022, malgré un contexte inflationniste persistant, l'envolée des prix de l'énergie et des problématiques d'approvisionnement. L'emploi salarié poursuit sa progression et le nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi recule encore. Mais ces tendances s'opèrent dans des amplitudes moins importantes que lors des semestres précédents.

Le taux de chômage est au plus bas (6 %) et les difficultés de recrutement persistent.

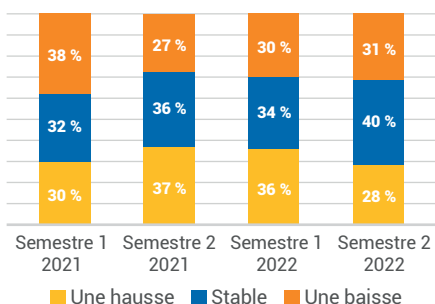
Néanmoins, des signes de ralentissement émergent : les chef-fes d'entreprise s'attendent à une détérioration de l'activité en 2023, le niveau de rentabilité s'effrite et le volume de liquidations judiciaires a fortement augmenté. Les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du commerce semblent être les plus fragilisés dans un contexte de recul du pouvoir d'achat des ménages.

# Activité économique

## Le niveau de rentabilité se dégrade

Les indicateurs du second semestre 2022 confirment les tendances à la baisse d'activité identifiées le semestre précédent. Le secteur du commerce apparaît comme le plus affecté. Dans un contexte inflationniste et de crise énergétique, les entreprises du bassin de Brest doivent faire face à des charges plus lourdes. Cela se traduit par un recul de leur rentabilité et de leurs investissements. Les effectifs semblent néanmoins se maintenir, mais les perspectives sont prudentes pour le 1<sup>er</sup> semestre 2023. 38 % des chef-fes d'entreprise prévoient une baisse de chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2023 contre 23 % lors de la précédente enquête.

### Évolution du chiffre d'affaires



Source : Chambre de commerce métropolitaine Bretagne Ouest, Chambre de commerce et d'industrie Bretagne, ADEUPa Brest-Bretagne

## L'emploi salarié poursuit sa hausse, à un rythme plus modéré

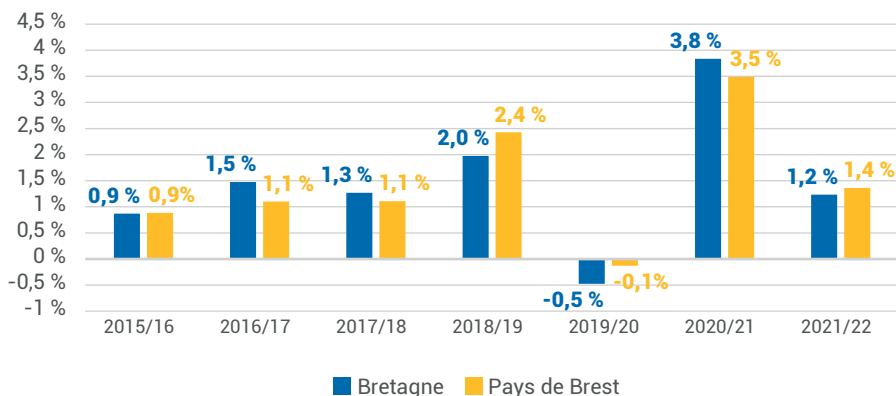
En un an, l'emploi salarié privé progresse de 1,4 % dans le pays de Brest, soit 1 326 emplois supplémentaires. Cette tendance est légèrement supérieure à la moyenne régionale (+1,2 %), mais le rythme de progression de l'emploi a tendance à décélérer dans les différents territoires bretons. Seuls les pays de Vannes et Rennes continuent à afficher des taux de croissance annuels supérieurs à 2 %.

La plupart des secteurs enregistrent une dynamique des effectifs salariés, particulièrement les services marchands et l'industrie. Deux activités perdent des emplois : l'hôtellerie-restauration (-1,4 %) et le secteur de l'administration, santé et social (-0,7 %). Le commerce et la construction marquent, quant à eux, le pas avec des effectifs tout juste stables.

Dans l'hôtellerie, la concrétisation de projets en 2023 pourra peut-être contrecarrer le recul de l'emploi observé : ouverture du Barracuda & Spa en mars au port de commerce de Brest et réouverture du Continental après plusieurs mois de rénovation. L'activité congrès du Quartz reprendra par ailleurs au second semestre.

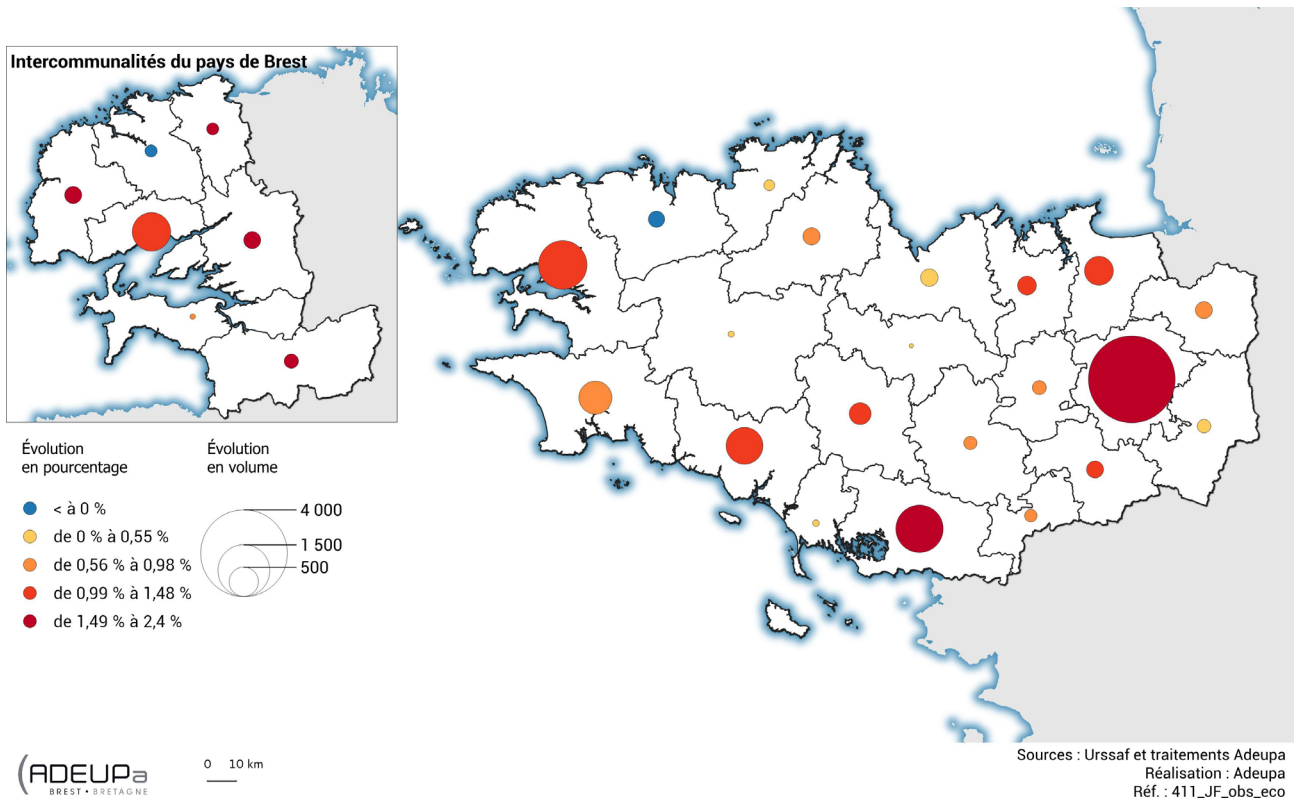
À l'échelle des intercommunalités du pays de Brest, seul le pays de Abers accuse un recul de l'emploi salarié privé (-1,5 % en un an) et qui touche de nombreuses activités. Les hausses les plus importantes se situent dans le pays d'Iroise (+3,1 %) et dans la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Parzay (+2,8 %). Dans la première intercommunalité, les gains d'emplois sont enregistrés dans l'industrie, l'hôtellerie-restauration et le BTP. Dans la seconde, les activités de transport et de commerce de gros portent la croissance d'emplois.

### Taux d'évolution annuel de l'emploi salarié privé dans le pays de Brest et en Bretagne

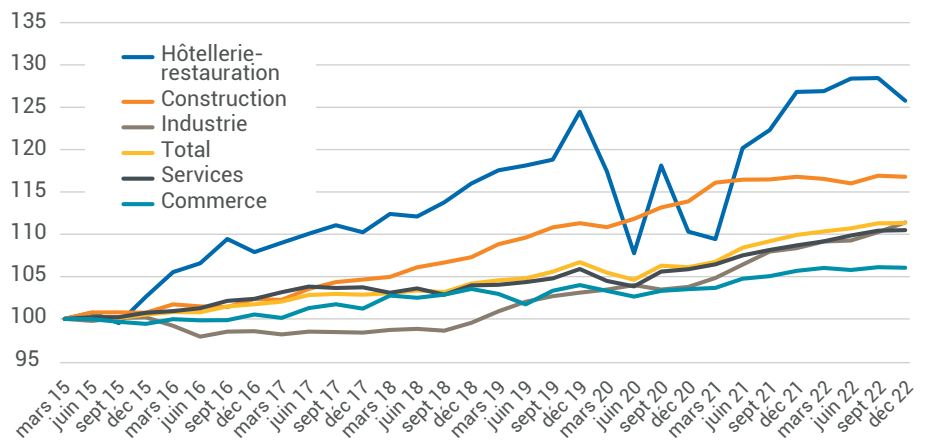


Source : Acoss

## Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les deuxièmes trimestres 2021 et 2022



En un an, l'emploi salarié privé progresse de 1,4 %, soit 1 326 emplois supplémentaires

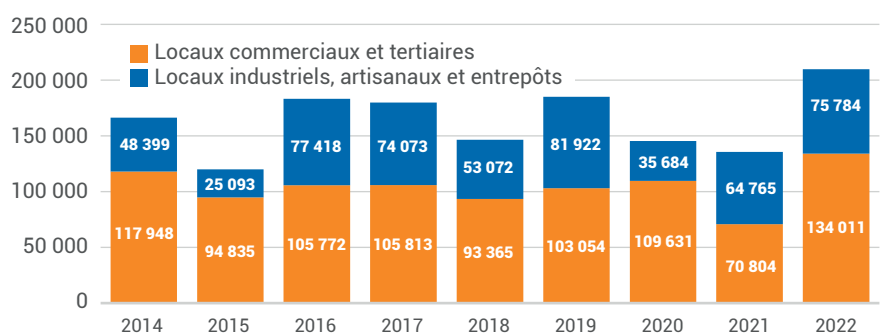
Évolution de l'emploi salarié privé par secteur dans le pays de Brest (indice base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015)

## Nette hausse des autorisations de locaux d'activités

Près de 210 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités ont été autorisés dans le pays de Brest en 2022, soit une hausse de 55 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre est rarement atteint ou dépassé (deux fois en vingt ans, en 2006 et 2011). La dynamique est observée tant sur le marché des locaux commerciaux et tertiaires, que sur celui des locaux de production et d'entreposage.

Mais, c'est bien le volume de m<sup>2</sup> autorisés pour les commerces et bureaux qui explique la forte hausse observée.

Plusieurs projets importants ont été accordés dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain, dans les zones d'activités comme Kergardec à Brest ou celle du Bois noir à Landerneau.

Surface autorisée de locaux d'activité (en m<sup>2</sup>) dans le pays de Brest

Source : Sit@del - traitement ADEUPa

## Principaux permis déposés au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2022 (supérieur à 4 000 m<sup>2</sup>)

- Copab, zone d'activités de Ty Hemon, Lothey, 8 011 m<sup>2</sup> (entrepôt)
- Les Portes de Gouesnou, Kergaradec, Gouesnou, 5 907 m<sup>2</sup> de locaux et 11 285 m<sup>2</sup> d'habitat (bureaux, commerces, logements)
- SCI Hermitage Invest, 61 rue Amiral Desfossés, Kergaradec, Brest, 5 098 m<sup>2</sup> (loisirs)
- Euro dépôt immobilier, 460 rue Robert Laot, Brest, 4 757 m<sup>2</sup> (commerces)
- Suravenir, 19 rue Amiral Desfossés, Brest, 4 471 m<sup>2</sup> (bureaux)
- Totem Architecture, avenue Jean Monnet, zone du Bois noir, Landerneau, 4 291 m<sup>2</sup> (commerces/bureaux)

## Port de commerce de Brest : un trafic stable, un chiffre d'affaires en hausse

Près de 2,6 millions de tonnes de marchandises ont transité, à l'import ou à l'export, par le port de Brest en 2022, soit une légère baisse de -2 % en un an. Le chiffre d'affaires a progressé de 10 % du fait de la dynamique des activités industrielles. Les principaux postes de trafic en hausse sont les matières premières agricoles solides, portées par les importations de tourteaux de tournesol et de soja, ainsi que les exportations d'huiles de tournesol et de soja. Après une année 2021 difficile, le trafic de conteneurs s'inscrit en progression (+5 %), porté par les exportations de pommes de terre.

L'année 2022 a été marquée par le retour du fret ferroviaire avec la réception de graines de colza. Ces opérations vont se poursuivre en 2023, ce qui est encourageant tant sur le plan de l'extension de l'hinterland du port que de la massification des flux de marchandises et la décarbonation du transport.

## Activité de réparation navale : un niveau d'activité très satisfaisant

L'activité de réparation navale retrouve un bon niveau d'activité avec 35 navires accueillis en formes de radoub en 2022 (25 en 2021) et 16 aux quais de réparation (12 en 2021). Le nombre d'heures de grues a progressé de plus de 50 %.

Par ailleurs, le port de Brest est l'un des trois sites portuaires français agréés pour la déconstruction des navires : 7 navires y ont été démantelés dans la forme de radoub n°1 en 2022.

## Aéroport Brest Bretagne : reprise du trafic

801 854 passager-es ont transité par l'aéroport Brest Bretagne en 2022, contre 654 925 en 2021, soit +22 % en un an. Si la situation s'améliore, le trafic se situe à un niveau largement inférieur à 2019 (1,236 millions de passager-es).

Après un recul de 6 % en 2021, les vols vers Paris ont progressé de 61 %. La fréquentation vers Paris-Orly a encore reculé (-21 %), contrairement à celle vers Paris CDG (+82 %).

Les autres vols réguliers nationaux sont stables, malgré un recul vers Marseille (-53 450), compensé en partie par un gain important de passager-es vers Lyon (+29 815) et Toulon (+17 730).

Les vols réguliers vers l'Europe ont comptabilisé près de 30 % de passager-es supplémentaires. Les vols vacances ont plus que doublé, passant de 6 400 à 13 900 client-es entre 2021 et 2022.

## Procédures collectives : retour vers des niveaux plus ordinaires

Depuis la crise sanitaire, le volume de défaillances d'entreprises était plus bas qu'à l'accoutumée, en France comme dans le bassin brestois. L'année 2022 marque le retour vers des niveaux plus importants avec 169 ouvertures de procédures de liquidation ou redressement judiciaires, soit le double du volume constaté l'année précédente. Ce sont surtout les liquidations judiciaires (140) qui sont en fort rebond et retrouvent quasiment les niveaux de 2019. La situation de ces entreprises est tellement difficile lorsqu'elles se présentent au tribunal de commerce qu'il n'est pas possible d'engager une procédure de redressement.

Les secteurs d'activités les plus concernés sont les commerces, la restauration et la construction. Les liquidations prononcées concernent pour l'essentiel de petites entreprises. Néanmoins, une procédure de redressement judiciaire a été ouverte au 2<sup>e</sup> semestre pour quatre entreprises de plus de 20 salariés, spécialisées dans les travaux de peinture et dans le domaine de la programmation informatique. Les liquidations de ces mêmes sociétés ont été prononcées en mars et avril 2023 : Raub (Guilers, 53 salariés), la Société bretonne de peinture (Plabennec, 45 salariés), BeAble (Guipavas, 24 salariés) et Zip (Guipavas, 11 salariés).

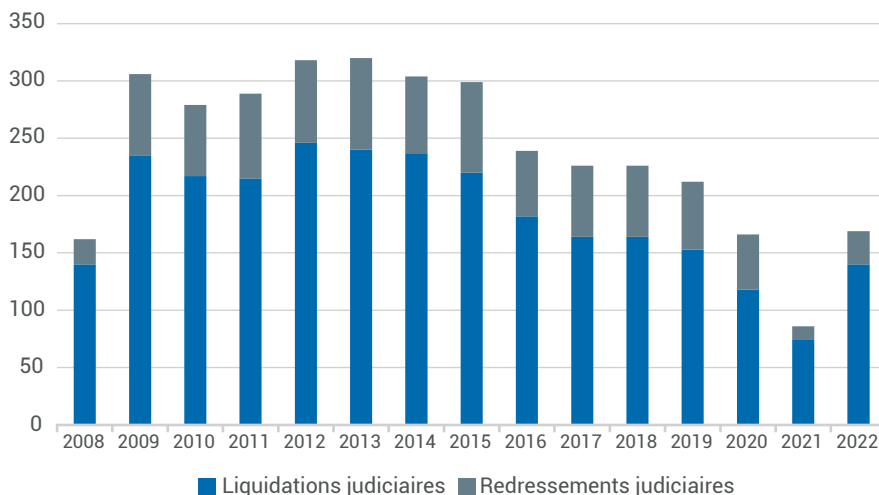
### Chiffres-clés port

- Trafic portuaire : 2,58 millions de tonnes
- 25 navires accueillis en formes de radoub et 16 aux quais de réparation
- 7 navires démantelés

### Chiffres-clés aéroport

- 801 854 voyageurs en 2022
- +22 % par rapport à 2021

## Redressements et liquidations judiciaires prononcés au greffe du tribunal de commerce de Brest



Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest. Traitements ADEUPa



# Marché de l'emploi

## Recul de la demande d'emploi : les chômeurs de longue durée principaux bénéficiaires

La demande d'emploi poursuit sa décline dans le pays de Brest comme en Bretagne et en France.

Le nombre de demandeur-ses d'emploi sans activité (catégorie A<sup>1</sup>) diminue ainsi de 8,3 % en un an, ce qui représente environ 1 420 personnes inscrites de moins. Tous les profils bénéficient de cette tendance. Les personnes les plus concernées par le recul de la demande d'emploi en catégorie A sont :

- Les demandeur-ses d'emploi de longue durée > 1 an (-18,4 % ; -16,6 % en Bretagne)
- Les seniors de 50 ans et plus (-9,6 % ; -7,9 % en Bretagne)
- Les jeunes de moins de 25 ans (-8,8 % ; -8,6 % en Bretagne)

Malgré le recul important, le chômage de longue durée représente encore près des trois quarts des inscriptions de catégorie A à Pôle emploi.

Pour la demande toutes catégories confondues (A, B<sup>2</sup> et C<sup>3</sup>), la tendance est aussi à la baisse mais dans des proportions inférieures : -4,1 % dans le pays de Brest ; -3,9 % en Bretagne ; -5,3 % en France métropolitaine. Tous les profils en bénéficient, avec là encore un recul plus marqué pour les chômeurs et chômeuses de longue durée (-12,9 % dans le pays de Brest pour les personnes inscrites depuis plus d'un an).

Le volume d'offres d'emplois collectées par Pôle emploi diminue de 14,1 % en un an dans le pays de Brest alors qu'il est stable en Bretagne (-0,5 %) et en progression en France (+2,9 %).

### Chiffres clés de la demande d'emploi dans le pays de Brest

- 15 602 demandeur-ses d'emploi de catégorie A (-8,3 % en un an ; -7,8 % en Bretagne)
- 30 109 demandeur-ses d'emploi de catégories ABC (-4,1 % en un an ; -3,9 % en Bretagne)



1. Demandeuse d'emploi de catégorie A : personne n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit (CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel).

2. Demandeuse d'emploi de catégorie B : personne ayant exercé une activité réduite (moins de 78 heures) au cours du mois et tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

3. Demandeuse d'emploi de catégorie C : personne ayant exercé une activité réduite « longue » (plus de 78 heures) au cours du mois et tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.



## Léger recul du taux de chômage

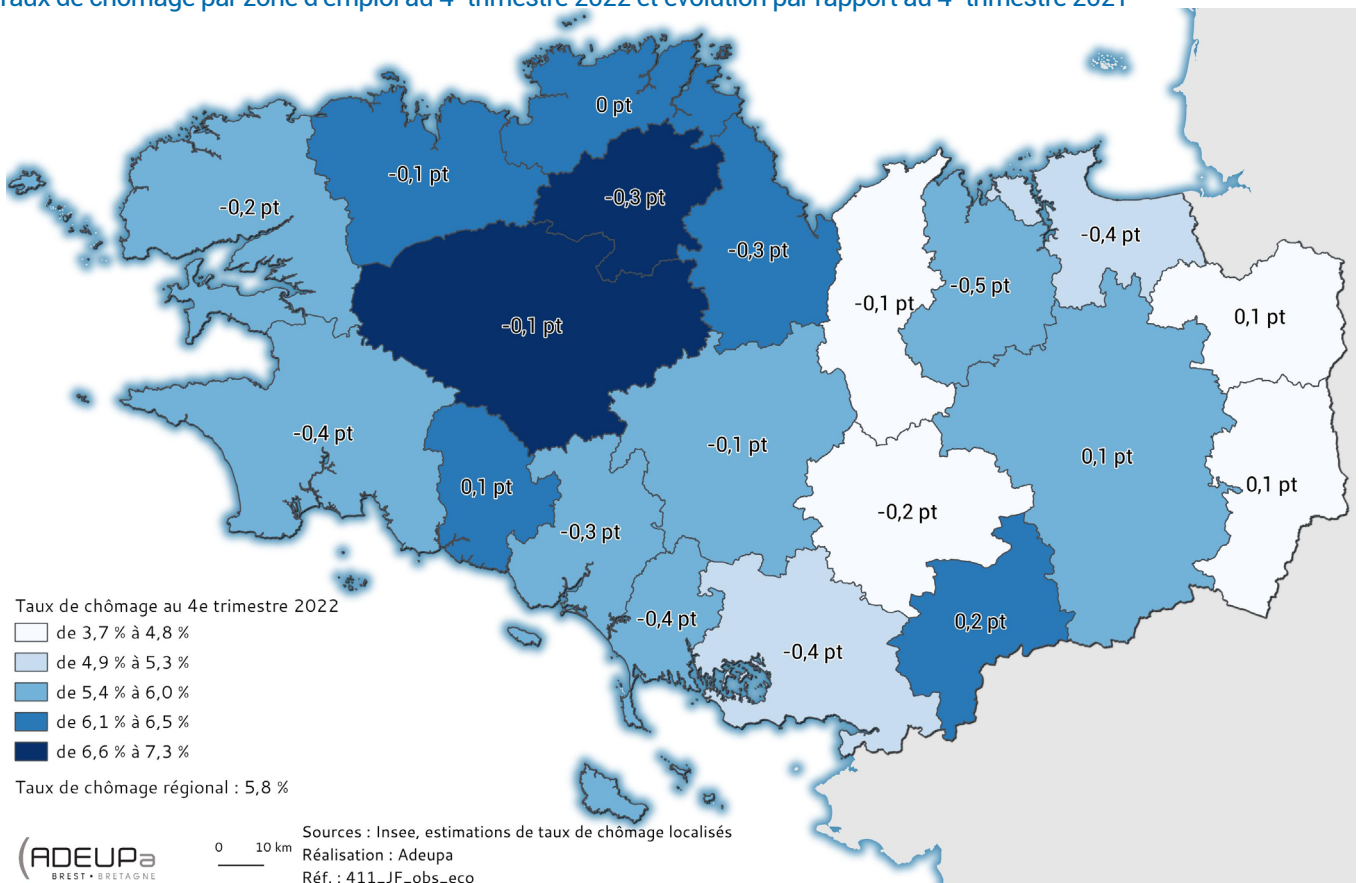
Le taux de chômage s'établit à 6,0 % dans la zone d'emploi de Brest au dernier trimestre 2022. Il se situe un point sous le niveau observé en France métropolitaine et 0,2 point au-dessus de la moyenne régionale. La Bretagne reste d'ailleurs la région française ayant le plus faible taux de chômage avec les Pays de la Loire.

Localement, il a reculé de 0,2 point en un an et s'établit à un taux bien inférieur à son niveau d'avant-crise sanitaire (7,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2019).

Compte tenu du faible taux de chômage observé dans la plupart des zones d'emploi bretonnes, les baisses observées en 2022 sont de faible ampleur. Certains territoires enregistrent néanmoins des diminutions plus marquées. C'est par exemple le cas des zones d'emploi de Quimper, Vannes, Auray, Dinan et Saint-Malo qui bénéficient d'un recul annuel de 0,4 à 0,5 point.



Taux de chômage par zone d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 et évolution par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2021





Crédit : Nacer Hammami / Brest Métropole

## Stabilité du volume d'embauches

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE), d'une durée supérieure à un mois, a progressé de 1 % entre les 2<sup>es</sup> semestres 2021 et 2022, soit l'équivalent de 265 contrats supplémentaires dans le pays de Brest. Cette évolution est plus modeste que la moyenne régionale (+4,3 %). Trois intercommunalités dans le pays de Brest se singularisent : le pays des Abers et la presqu'île de Crozon-Aulne maritime enregistrent un recul marqué

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche d'une durée supérieure à un mois a progressé de 1 % entre les 2<sup>es</sup> semestres 2021 et 2022.

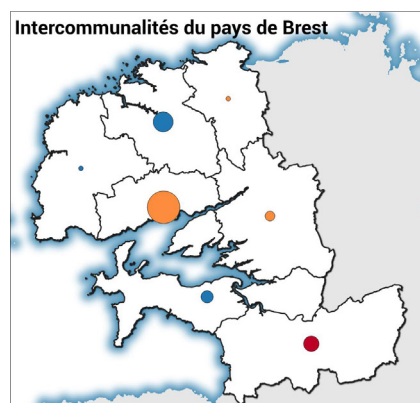
des embauches (respectivement -8 % et -5,3 %). A contrario, la communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay s'inscrit dans une dynamique positive, tant en termes de recrutement (+8,5 %) que d'emploi salarié.

Sur un plan sectoriel, alors que les activités de l'hôtellerie-restauration se distinguaient par une nette hausse des déclarations à l'embauche entre le 1<sup>er</sup> semestre 2021 et 2022, la situation est diamétralement opposée au second semestre. Les professionnels de ce secteur ont proposé moins de contrats : -6,8 %, soit 320 embauches en moins en un an.

Cette situation traduit probablement un retour à une certaine normalité dans ce secteur après la crise sanitaire. Mais la combinaison de plusieurs indicateurs comme le recul de l'emploi salarié, le taux d'endettement important et le faible niveau de remboursement des prêts garantis par l'État peuvent néanmoins représenter des signaux d'alerte pour ce secteur.

La part des CDI dans les déclarations préalables à l'embauche reste stable : elle représente 46 % toutes activités économiques confondues et s'élève jusqu'à 52 % à 53 % dans les secteurs de la construction et de l'hôtellerie-restauration.

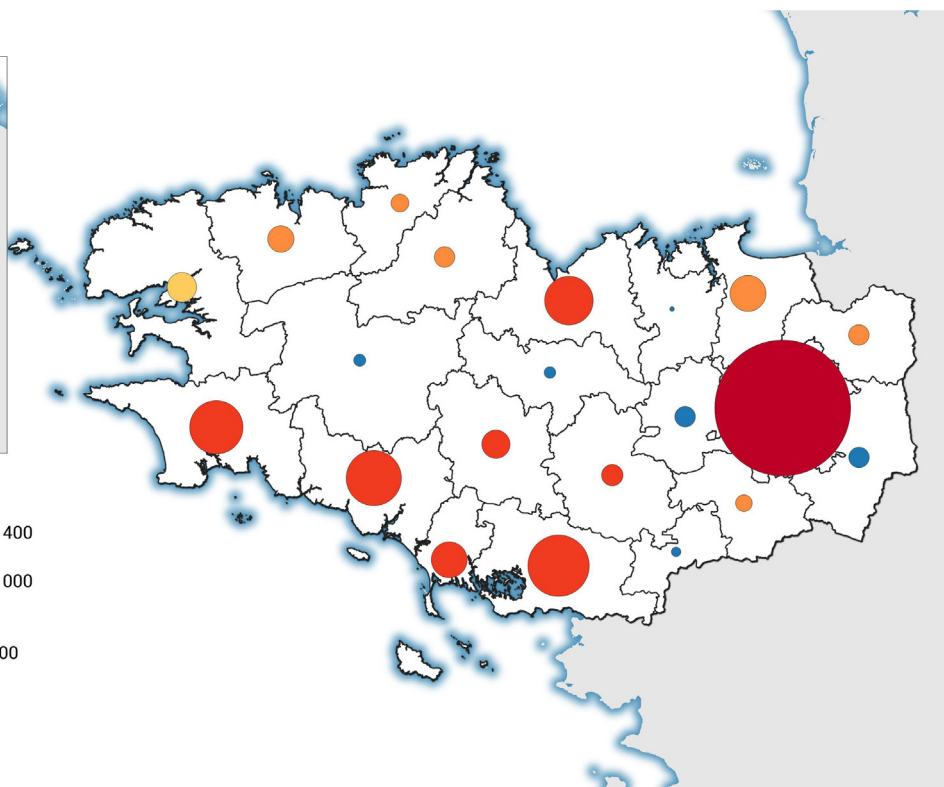
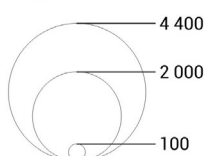
## Évolution des déclarations préalables à l'embauche dans les pays bretons entre les seconds semestres 2021 et 2022



Évolution en pourcentage

- < à 0 %
- de 0 % à 0,9 %
- de 1 % à 3,4 %
- de 3,5 % à 6,1 %
- > à 6,2 %

Évolution en volume



Sources : Urssaf et traitements Adeupa  
Réalisation : Adeupa  
Réf. : 411\_JF\_obs\_eco



# Ménages

## Dégradation de la trésorerie des ménages

Dans le Finistère, le volume de dossiers de surendettement déposés a reculé de 10 % en 2022 par rapport à l'année précédente et le nombre de personnes surendettées s'inscrit également en repli (-14 %). Si la situation sur le front du surendettement ne se dégrade pas, les indicateurs financiers font néanmoins apparaître une détérioration de la trésorerie des ménages du pays de Brest pour le second semestre consécutif. Les encours de crédit revolving progressent. Le recours plus important à ce type de prêt à la consommation, caractérisé par une souplesse dans son utilisation et son remboursement, peut être le signe de besoins financiers des ménages dans un contexte inflationniste.

## L'encours des crédits habitat poursuit sa progression

Les taux d'intérêt des crédits à l'habitat poursuivent leur remontée progressive. Ils sont passés de 1,12 % en janvier 2022 à 2,52 % en mars 2023 en France. Ces taux restent sous la moyenne historique proche de 3 % depuis 2000 (source : Banque de France). En dépit de ces conditions moins intéressantes pour les ménages, l'encours des prêts immobiliers continue à progresser en 2022 dans le pays de Brest. Le niveau de l'épargne logement se stabilise.

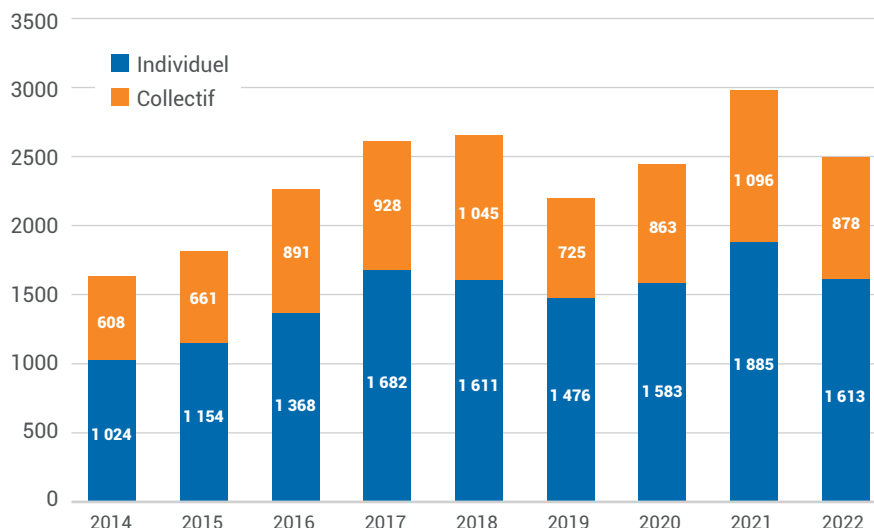
## Recul du nombre de permis de construire

2 491 logements ont été autorisés<sup>4</sup> en 2022 dans le pays de Brest, contre 2 981 l'année précédente (-16 %). Tous les types de logements sont concernés par la diminution des autorisations, que ce soit de l'habitat individuel ou collectif. Cette baisse est relative puisque le volume des permis de construire demeure important et se situe ainsi dans des niveaux comparables à ceux enregistrés avant 2021.

La fédération française du bâtiment s'inquiète du recul observé de la construction neuve en France et d'une hausse des annulations des ventes. Ces tendances sont induites par la hausse du foncier, des coûts de la construction et par le durcissement des conditions de crédit.

4. Les logements autorisés correspondent à la fois aux logements collectifs et individuels.

## Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest



Source : Dreal, Sita@del - traitement ADEUPa



Chantier dans le quartier de la Mer - Crédit : Franck Béremin - Brest Métropole

## LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Yves Cléach | Réalisation : Nadine Le Hir, Éric Stéphan (CCIMBO-Brest)

Cartographie et traitements statistiques : Julien Florent, Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page : Jeanne Lefer

Contact : ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest

Tél : 02 98 33 51 71 | contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : Juin 2023 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 23-126 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE  
OPEN LICENCE

